

**Accord-cadre à bons de commande relatif aux contrôles de service fait des dispositifs PIC IAE, FNE FORMATION, PRO A dans le cadre du conventionnement de l'Etat avec les OPCO**

**Référence de la consultation : PRA023659**

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**Lot 1**

**Contrôle de Service Fait (CSF)  
Conventions financières PIC IAE 2024 entre l'Etat et les OPCO**



**MINISTÈRE  
DU TRAVAIL  
DE LA SANTÉ  
ET DES SOLIDARITÉS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

Article 1 : Objet et Contexte du marché.....	3
1.1    Objet du marché .....	3
1.2    Contexte du marché .....	3
Article 2 : Dispositions relatives au contrôle de service fait (CSF) des conventions PIC IAE 2024 .....	7
2.1    CSF prévu aux conventions Etat-OPCO.....	7
Article 3 : Description des attendus.....	8
3.1 - Unité d'œuvre 1 : Rapport de Contrôle de service fait par OPCO (UO 1).....	8
3.2    - Unité d'œuvre 2 : Rapport de synthèse des CSF (UO 2).....	13
Article 4 : Délais de réponse attendu en cas de sollicitation écrite d'un OPCO dans le cadre du contrôle.....	14
Article 5 : Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre .....	15
Article 6 : Annexes.....	16

## **INTRODUCTION**

Dans le cadre du Plan d'investissement dans les compétences (PIC), un financement spécifique est prévu pour faciliter l'accès à la formation des salariés en parcours d'insertion par l'activité économique (IAE). L'Etat, les réseaux de l'insertion par l'activité économique et les organismes paritaires collecteur agréés (OPCA) devenus des opérateurs de compétences (OPCO) ont ainsi conclu le 28 mai 2018 un accord-cadre national pour la période 2018-2022, prorogé en 2023 et en 2024.

En application de l'accord-cadre PIC IAE et de ses avenants, la DGEFP conclut au nom du Ministère du Travail, de la Santé et des Solidarités, avec chaque opérateur de compétences (OPCO), une convention financière annuelle relative au déploiement du dispositif PIC IAE et au financement des actions de formation au bénéfice des salariés en parcours d'insertion.

La réalisation du contrôle de service fait (CSF) du dispositif PIC IAE est externalisée. Elle est confiée à un prestataire depuis le PIC IAE 2019.

### **Article 1 : Objet et Contexte du marché**

#### **1.1 Objet du marché**

Le présent marché a pour objet la réalisation en 2025 de prestations de contrôle de service fait (CSF) des actions de formation suivies par les salariés en parcours d'insertion prises en charge par les opérateurs de compétences (OPCO) au titre du PIC IAE 2024.

Chaque OPCO dispose d'une convention financière signée en 2024 avec l'Etat.

#### **1.2 Contexte du marché**

##### **1.2.1 - Présentation du dispositif PIC IAE**

L'accord-cadre PIC IAE du 28 mai 2018, prorogé en 2023 par un avenant n°3 puis, de nouveau, en 2024 par un avenant n°5, est un engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) prévu à l'article L. 5121-1 du code du travail. L'accord-cadre et ses avenants sont signés par l'Etat, neuf réseaux de l'insertion par l'activité économique et onze opérateurs de compétences (OPCO).

L'accord-cadre se décline en conventions financières annuelles conclues entre la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) du ministère du Travail et de l'Emploi et chacun des onze OPCO. Les conventions financières fixent notamment, pour chaque OPCO, le montant de sa dotation et ses objectifs de

performance (taux de couverture des SIAE adhérentes, taux de SIAE bénéficiaires de moins de 11 ETP) ainsi que, pour quatre OPCO (Akto, OPCO EP, OPCO Santé et Uniformation), les objectifs du grand-âge, de l'autonomie et de la petite enfance (nombre de stagiaires bénéficiaires d'une formation sur ce périmètre).

Le suivi du PIC IAE a évolué après les exercices 2018 et 2019, marqués par la réforme de la formation professionnelle et le changement de périmètre des organismes paritaires collecteurs agréés (OPCA) devenus opérateurs de compétences (OPCO). Par ailleurs, la montée en charge du PIC IAE a nécessité rapidement un contrôle professionnalisé des actions de formation mises en œuvre. La réalisation du CSF au titre du PIC IAE 2019 a ainsi été externalisée.

Les crédits alloués au titre du PIC IAE en 2024, votés en loi de finances, s'élevaient à 100 millions d'euros. A la suite des mesures d'économie, la répartition des dotations par OPCO était la suivante :

<b>OPCO</b>	<b>Dotations 2024</b>	<b>Dont montant des actions</b>	<b>Dont plafond des frais de gestion prévisionnels (5%)</b>
AFDAS	1 559 366,15 €	1 485 110,62 €	74 255,53 €
AKTO	19 911 479,25 €	18 963 313,57 €	948 165,68 €
ATLAS	284 812,70 €	271 250,19 €	13 562,51 €
CONSTRUCTYS	248 062,61 €	236 250,10 €	11 812,51 €
OCAPIAT	431 094,53 €	410 566,22 €	20 528,31 €
OPCO 2I	1 166 534,54 €	1 110 985,28 €	55 549,26 €
OPCO EP	2 035 022,81 €	1 938 116,97 €	96 905,85 €
OPCO MOBILITES	232 503,33 €	221 431,74 €	11 071,59 €
OPCO SANTE	1 923 314,24 €	1 831 727,85 €	91 586,39 €
OPCOMMERCE	339 536,50 €	323 368,09 €	16 168,40 €
UNIFORMATION	53 243 329,08 €	50 707 932,45 €	2 535 396,62 €
<b>Total</b>	<b>81 375 055,73 €</b>	<b>77 500 053,08 €</b>	<b>3 875 002,65 €</b>

Par ailleurs, les taux d'intensité des aides publiques qui s'appliquent sont les suivants :

<b>Taux de financement public selon la taille de l'entreprise</b>	Formation d'un travailleur non défavorisé et non handicapé	Formation d'un travailleur défavorisé et/ou handicapé

Petite entreprise	70%	70%
Moyenne entreprise	60%	70%
Grande entreprise	50%	60%

Notons que le reste à charge est financé par les fonds privés, à savoir les contributions conventionnelles des branches professionnelles et/ou les versements volontaires des entreprises.

### **1.2.2.1 Présentation de la gouvernance de déploiement du dispositif PIC IAE**

#### **Rôle des OPCO**

11 opérateurs de compétences ont été agréés par arrêtés du 29 mars 2019 à la suite des accords de désignation des branches professionnelles et à la fusion de 20 OPCA-OCTA dans une logique de cohérence et de pertinence économique de leurs champs d'intervention. Le champ de compétences de chaque OPCO, regroupant des branches professionnelles et des secteurs d'activités, est défini par un arrêté d'agrément distinct.

2020 a été la première année d'installation pleine et entière des OPCO avec toutes leurs missions, notamment de financement des contrats d'apprentissage, mission qui est venue s'ajouter à celles relatives au financement du plan de développement des compétences dans les entreprises de moins de 50 salariés, au financement des contrats de professionnalisation et de reconversion et promotion par l'alternance. Les OPCO assurent, par ailleurs, un service de proximité pour les TPE PME. Ils ont un rôle en matière d'appui technique pour l'élaboration des politiques d'alternance et des certifications professionnelles.

En application de l'accord-cadre PIC IAE et de ses avenants, les OPCO sont mandatés par l'Etat et les neuf réseaux de l'IAE signataires desdits accord-cadre et avenants pour être des organismes relais chargés d'assurer le portage administratif et financier du déploiement du PIC IAE.

Les OPCO prennent en charge les actions de formation cofinancées par le PIC IAE dans la limite des taux d'intensité des aides d'Etat : 70% de l'assiette éligible pour les structures de moins de 250 salariés et 60% pour les structures de 250 salariés et plus. Le « reste à charge » est financé par les fonds privés, à savoir les contributions

conventionnelles des branches professionnelles et/ou les versements volontaires des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE).

Les OPCO instruisent les demandes de prise en charge de leurs entreprises adhérentes. L'instruction de la demande de prise en charge prend en compte les priorités, critères et conditions figurant sur le site de l'OPCO (article R. 6332-23-1) dans le respect des obligations légales et réglementaires en matière de formation professionnelle continue. Lors de l'instruction, l'OPCO vérifie si l'entreprise lui est rattachée dans les tables de correspondance (article R. 6332-23-1). Le paiement des frais de formation pris en charge par les OPCO est réalisé après exécution des actions (articles R. 6332-25 et R. 6332-26).

Dans le cadre du PIC IAE, les OPCO élaborent et transmettent régulièrement à la DGEFP des tableaux de reporting et des bilans pour assurer un suivi financier, quantitatif et qualitatif du dispositif.

### **Rôle de la Délégation Générale à l'Emploi et à la Formation Professionnelle (DGEFP)**

La DGEFP, placée sous l'autorité du ministère du Travail et de l'Emploi propose les orientations de la politique pour l'emploi et la formation professionnelle continue. Elle a en charge, notamment, le pilotage et le déploiement du plan d'investissement dans les compétences de l'insertion par l'activité économique (PIC IAE). Le suivi du PIC IAE est assuré, au sein de la DGEFP, par la mission de l'insertion professionnelle (MIP) relevant de la sous-direction des parcours d'accès à l'emploi (SD-PAE).

En application de l'accord-cadre PIC IAE et de ses avenants, la DGEFP conclut des conventions financières annuelles avec les OPCO pour la mise œuvre du PIC IAE et le financement des actions de formation au bénéfice des salariés en parcours d'insertion.

La DGEFP assure et contrôle le financement de la part Etat pour chaque action de formation. Une action de formation se définit comme un parcours pédagogique permettant d'atteindre un objectif professionnel (au 1<sup>o</sup> de l'article L. 6313-1).

Chaque convention financière prévoit que le solde de la participation de l'Etat est versé après vérification par la DGEFP des dépenses réalisées. Ce contrôle de service fait est réalisé sur un échantillon d'actions de formation, recueilli à partir des données transmises par chaque OPCO.

## **Article 2 : Dispositions relatives au contrôle de service fait (CSF) des conventions PIC IAE 2024**

### **2.1 CSF prévu aux conventions Etat-OPCO**

Le contrôle de service fait est prévu dans les conventions financières Etat-OPCO et doit permettre d'établir et de valider le solde des versements par l'Etat à l'OPCO. En cas de solde négatif, il est demandé à l'OPCO un reversement à l'Etat.

En application des conventions financières, la DGEFP est chargée de la vérification de la réalisation des prestations de formation, du paiement de leur facture, ainsi que du respect des taux d'intensité appliqués et des critères d'éligibilité des dépenses.

La convention précise que dans le cadre du CSF, l'OPCO doit transmettre à la Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (DGEFP) un bilan quantitatif (détails des formations financées) et un bilan consolidé qualitatif et en précise la date de remise.

Le bilan quantitatif est un état détaillé des dépenses réalisées sous format Excel par type de coût (coût pédagogique, rémunération, frais annexes, coût total de l'action, montant pris en charge par le PIC IAE, etc) fourni par chaque OPCO à la DGEFP (maille « stagiaire »).

Le montant définitif accordé à l'OPCO sera calculé au prorata des dépenses effectivement réalisées et justifiées. Outre ces dépenses de formation, il comprend également les frais de gestion correspondant à 5% des engagements de l'OPCO. Il est à noter qu'en cas de surengagement par l'OPCO, les montants surengagés ne donnent pas lieu au paiement de frais de gestion.

Les besoins de la DGEFP sont relatifs au contrôle de service fait des actions financées par les OPCO au titre du PIC IAE au bénéfice, en application l'article L. 5132-4 du code du travail, des structures d'insertion par l'activité économique (SIAE) : entreprises d'insertion (EI), entreprises de travail temporaire d'insertion (ETTI), associations intermédiaires (AI), ateliers et chantiers d'insertion (ACI). Sont également bénéficiaires en application des avenants à l'accord-cadre PIC IAE, les entreprises à but d'emploi (EBE).

La DGEFP verse aux OPCO un acompte de 40% de leur dotation en année N. Le contrôle de service fait doit permettre d'établir et de valider le solde à verser par l'Etat

à l'OPCO en fin d'année N+1 ou, en cas de solde négatif, un reversement de l'OPCO à l'Etat.

Le CSF est réalisé en année N+1. A titre d'illustration, en application des conventions financières 2024, les OPCO :

- Engagent jusqu'au 31 décembre 2024 (l'OPCO peut délivrer un accord de prise en charge jusqu'au 31/12/2024) ;
- Réalisent jusqu'au 30 avril 2025 (une action de formation peut être réalisée jusqu'au 30/04/2025) ;
- Remettent à la DGEFP leurs bilans à une date précisée par l'accord cadre ou son avenant.

La procédure relative au CSF se décline ainsi :

- En amont du CSF, réception par la DGEFP des bilans qualitatifs et quantitatifs/financiers des 11 OPCO ;
- Dans le cadre du CSF, sélection d'un échantillon de dossiers et vérification des actions de formation (contrôle des pièces justificatives) ; phase contradictoire ;
- Versement en novembre 2025 du solde à l'OPCO en cas de solde positif ou reversement par l'OPCO en cas de solde négatif, en fonction du CSF réalisé.

Le présent marché permettra de répondre à ces obligations conventionnelles.

### **Article 3 : Description des attendus**

#### **3.1 - Unité d'œuvre 1 : Rapport de Contrôle de service fait par OPCO (UO 1)**

La prestation de contrôle inclut l'ensemble des échanges nécessaires au bon déroulé de la mission, quelle que soit la phase du contrôle. Les échanges peuvent prendre tout type de modalités (mail, tchat, téléphone, réunion présenteielle ou distancielle, ...), entre le titulaire du marché et l'OPCO pour tout type d'information nécessaire au contrôle, entre le titulaire du marché et la DGEFP pour notamment le suivi de la mission.

Dans le cadre de ses actions, il est demandé côté titulaire du marché de nommer un référent par OPCO, permettant un échange régulier avec les correspondants des OPCO, de tenir informé l'OPCO de la teneur et de l'avancement du CSF, permettant à l'OPCO de ne pas découvrir le rapport de CSF au moment de sa signature.



Le titulaire du marché devra proposer sa méthode de travail avec les OPCO, comme sa méthode de suivi du contrôle de service fait (CSF), que ce soit avec les OPCO comme avec la DGEFP.

Tout échange nécessaire au bon déroulé de la mission de rédaction des rapports de CSF, avec les OPCO ou la DGEFP, fait partie intégrante de cette unité d'œuvre.

Il est recommandé de tenir informés régulièrement les OPCO du contenu, de la teneur de leur rapport, pour éviter tout rejet du rapport final. Également, la DGEFP souhaite être informée en temps réel de tout problème constaté lors de la phase de rédaction.

### **3.1.1 - Phase 1 : Lancement et mise en place des modalités de communication (avant septembre 2025)**

Une réunion de lancement sera organisée par le titulaire du marché avec les OPCO et la DGEFP pour expliciter le déroulé et la méthode pour l'ensemble des travaux de CSF.

Les outils de travail et de communication et les ateliers seront proposés à la DGEFP et présentés aux OPCO : share point, méthodologie de contrôle, pièces justificatives, modalités de suivi de la mission, etc.

### **3.1.2 - Phase 2 : Contrôle de cohérence des bilans qualitatifs**

Le contrôle de cohérence des bilans qualitatifs consolidés transmis par chaque OPCO avec le bilan quantitatif / financier sera effectué par le titulaire du marché et matérialisé.

En outre, certaines données déclarées par les OPCO dans les bilans qualitatifs seront vérifiées par le Titulaire du marché à partir des documents suivants (à confirmer) :

- liste des SIAE adhérentes à l'OPCO au 1/1/24
- modalité de calcul du taux de couverture des SIAE par le PIC
- source mobilisée pour la taille des structures

#### Le Livrable

OPCO par OPCO, le Titulaire du marché matérialisera le contrôle de cohérence entre le bilan qualitatif fourni par chaque OPCO (*annexe 2 du présent CCTP*) avec les données de détail transmises par action financée (*annexe 1 du présent CCTP*) ainsi que les résultats de la vérification des éléments fournis par les OPCO dans leur bilan qualitatif.

### **3.1.3 - Phase 3 : Contrôle sur échantillonnage des actions de formation**

Le titulaire du marché dans le cadre du présent marché, réalise un contrôle par échantillon de la complétude des dossiers, de la réalisation des actions de formation financées par les OPCO, du paiement des factures liées, du respect du taux d'intensité et de l'éligibilité des dépenses.

Les règles de prise en charge relatives au PIC IAE pour chaque action de formation se déclinent ainsi :

- 100% maximum pour les coûts pédagogiques et les frais annexes ;
- Rémunération des salariés en parcours d'insertion calculée sur la base d'un forfait rémunération de 13€/heure avec une prise en charge de 10 % maximum pour les ACI et les EBE soit 1,30€/heure ;
- Un financement public maximum de 70% des coûts totaux admissibles (coûts pédagogiques, rémunération et frais annexes) pour les PME de moins de 250 ETP et de 60% pour les entreprises de 250 ETP et plus ;

Il est à noter que les OPCO peuvent remettre des factures HT ou TTC.

Le titulaire du marché devra établir un échantillon représentatif des actions financées et en particulier de leur taille, de la nature des formations, du volume de stagiaires concerné, la fréquence de mobilisation du PIC par les SIAE.

Sur la base d'environ 65 000 (en 2022), 85 000 (en 2023) et 78 000 (en 2024) actions financées annuellement par l'ensemble des OPCO au titre du PIC IAE, il est proposé de fixer un échantillon d'actions de formation qui permette de couvrir 1000 stagiaires, chaque action pouvant concerner plusieurs stagiaires, avec un minimum de 30 stagiaires contrôlés par OPCO.

Point de vigilance : l'échantillon pourra cependant comprendre les actions les plus onéreuses, les actions les plus longues, les organismes de formation réalisant un important chiffre d'affaires, les organismes de formation les plus sollicités, les SIAE qui mobilisent le plus les fonds du PIC IAE, le périmètre « grand-âge, autonomie et petite enfance). La DGEFP se réserve le droit de modifier et d'adapter les critères pour fixer l'échantillon.

#### Le contrôle des actions sur justificatifs

L'examen des actions de formation consistera à contrôler les pièces justificatives des dépenses réalisées dans le cadre des actions de formation financées. Pour les formations internes, il conviendra de vérifier le programme de formation interne, le certificat de réalisation et les justificatifs de rémunération liés au formateur interne.

Dans la perspective de ces contrôles, les pièces justificatives doivent être claires, spécifiques et contemporaines des faits.

Pour justifier des dépenses réalisées pour chacune des actions échantillonnées, les pièces à produire seront :

- La convention de formation ;
- L'accord de prise en charge ;
- Le certificat de réalisation établi par le dispensateur de l'action de formation (voire la feuille d'émargement) ;
- Les factures établies par l'organisme de formation ou le « relevé de dépenses » pour la formation interne concernant les frais pédagogiques, les justificatifs de dépenses de rémunération et de frais annexes (pièces comptables permettant d'établir les montants des dépenses) ;
- Les preuves de l'acquittement de la facture.

Une codification des pièces justificatives par action de formation devra être proposée par le titulaire du marché, permettant la facilitation du classement des pièces.

Les pièces devront être fournies par les OPCO au titulaire du marché, en charge de les vérifier, de réclamer les justificatifs manquants le cas échéant, de les classer par dossier OPCO-Cible d'éligibilité.

Le titulaire du marché proposera aux OPCO les modalités logistiques d'envoi des pièces et documents justificatifs.

**En complément des contrôles par échantillon de la justification des dépenses et pour apporter la preuve du respect de l'éligibilité des actions et des règles de prise en charge**, une vérification des procédures de contrôle interne mises en œuvre par chaque OPCO pour s'assurer de l'éligibilité des actions d'une part, du respect du taux d'intensité d'autre part devra être réalisée par le titulaire du marché et intégrée dans le rapport de CSF final. Cette synthèse de vérification s'appuiera sur tout document fourni par l'OPCO (processus de mise en œuvre, de contrôle interne par exemple) au titulaire du marché et sur un échange avec les interlocuteurs pertinents pour chaque OPCO.

### Le Livrable

Un rapport provisoire par OPCO sera remis par le titulaire du marché à la DGEFP, accompagné d'un rapport des pièces manquantes le cas échéant, des documents de travail explicitant les contrôles réalisés et des comptes-rendus d'entretiens conduits, puis transmis à l'OPCO.

### **3.1.4 - Phase 4 : le rapport de CSF par OPCO**

Un rapport de CSF par OPCO sera présenté à la DGEFP et détaillera l'atteinte des objectifs qualitatifs, fournira des éléments d'explication, expliquera les résultats des contrôles et conclura sur les corrections financières.

En fonction de la nature des erreurs identifiées et en particulier de leur caractère systémique, la DGEFP pourra envisager, en coopération avec le Titulaire du marché, l'application de la correction à l'ensemble des actions financées.

Le rapport de contrôle de service fait par OPCO, dont la trame sera proposée par le titulaire du marché à partir du modèle donné par la DGEFP, devra inclure une position du titulaire du marché permettant la mise en paiement du solde de la convention financière entre l'Etat et l'OPCO (i.e. le solde à payer).

La remise du rapport provisoire ouvrira une phase contradictoire de 7 jours calendaires permettant à l'OPCO de transmettre les pièces manquantes et d'apporter tout élément nécessaire à la conclusion du CSF et la production du rapport définitif.

Le rapport de CSF définitif, signé par l'OPCO et le titulaire du marché, sera remis à la DGEFP au plus tard le 15 novembre 2025.

#### Le Livrable

Les livrables remis par le titulaire comporteront obligatoirement un rapport de CSF par OPCO, soit 11 rapports (annexe 3 du présent CCTP).

Pour chaque commande, le devis devra indiquer le nombre d'UO nécessaires sachant que chaque UO représente 20 stagiaires contrôlés.

Tout échange avec l'OPCO comme avec la DGEFP devra être mené et organisé par le titulaire du marché pour permettre d'aboutir à un rapport provisoire validé par OPCO.

Après validation par la DGEFP du rapport finalisé par OPCO, le rapport de CSF pourra être proposé par le titulaire à la signature de l'OPCO. Il sera ensuite signé par le titulaire du marché puis par la DGEFP.

La validation par la DGEFP des 11 rapports finaux de CSF donnera lieu au paiement de l'UO 1.

### **3.2 - Unité d'œuvre 2 : Rapport de synthèse des CSF (UO 2)**

#### **3.2.1 - Un rapport de synthèse global des CSF inter OPCO.**

Pour accompagner les rapports de CSF par OPCO, il est demandé au titulaire du marché de réaliser un rapport transversal synthétisant :

- L'organisation du contrôle de service fait avec le rappel de la démarche (Méthode, calendrier, contrôle dématérialisé / sur place), les difficultés rencontrées le cas échéant ;
- La consolidation des objectifs quantitatifs : rappel du nombre d'actions de formation engagées, du nombre d'actions de formation réalisées, du nombre de stagiaires bénéficiaires, du nombre d'actions contrôlées par OPCO, nombre d'anomalies par OPCO ;
- Une synthèse des bilans qualitatifs remis par chacun des OPCO ;
- Une consolidation spécifique aux objectifs « grand âge, autonomie et petite enfance ». En application des conventions financières, le PIC IAE est mobilisé par 4 OPCO (AKTO, OPCO EP, OPCO Santé et Uniformation) pour favoriser la formation des salariés en parcours d'insertion sur des actions de formation dans les domaines du grand âge, de l'autonomie et de la petite enfance.

Ces 4 OPCO remettent à la DGEFP un bilan spécifique à ce périmètre.

- Une synthèse des processus de mise en œuvre, voire de contrôle interne mis en place par les OPCO pour vérifier l'éligibilité des entreprises et respecter les taux d'intensité ;
- Le bilan des constats du contrôle par échantillon (typologie des anomalies constatées dans les dossiers contrôlés, respect des délais, difficultés rencontrées le cas échéant, ...) ;

- Une synthèse notamment des dépenses engagées et réalisées année par année sur la période couverte par l'accord cadre PIC IAE depuis 2018, à partir du modèle de tableau donné par la DGEFP (annexe du 4 du présent CCTP) ;
- Des recommandations en vue d'améliorer le pilotage et la qualité de la mise en œuvre du PIC AE et un prochain CSF.

#### Le Livrable :

Le rapport de synthèse global des CSF sera établi à partir des rapports finaux de CSF par OPCO constitués préalablement (structure précisée en *annexe 3 du présent CCTP*).

Il comprend un tableau de synthèse des dépenses engagées et réalisées année par année sur la période couverte par l'accord cadre PIC IAE depuis 2018, élaboré en concertation avec la DGEFP à partir du modèle de tableau donné par la DGEFP (*annexe 4 du présent CCTP*).

Le rapport de synthèse final sera soumis à la validation de la DGEFP.

La validation par la DGEFP du rapport de synthèse final donnera lieu au paiement de l'UO correspondante.

#### ***Article 4 : Délais de réponse attendu en cas de sollicitation écrite d'un OPCO dans le cadre du contrôle***

Il est attendu que le titulaire prenne en charge une sollicitation écrite d'un OPCO sous un délai de 24h au plus tard.

Cette sollicitation concerne tout élément en lien avec le contrôle (demande d'information, précision etc.)

Ce délai s'apprécie à compter de la réception de la demande sur le canal de contact dédié, proposé par le titulaire.

A défaut, le titulaire encourt les pénalités visées à l'article 9 du CCAP.

### **Article 5 : Le calendrier prévisionnel de mise en œuvre**

Les bilans qualitatifs et quantitatifs/financiers seront remis en amont par les OPCO à la DGEFP.

<b>Etapes</b>	<b>Acteur</b>	<b>Durée</b>	<b>UO - Phase</b>
Réception du bon de commande	Titulaire du marché	Jour J	N/A
Réunion de lancement du CSF	Titulaire du marché	1 semaine à compter de la réception du bon de commande	UO1 – Phase 1
Transmission de la base de données des actions engagées et réalisées et du bilan qualitatif	OPCO	Estimatif de 2 jours à compter de la réunion de lancement	UO1 – Phase 1
Contrôle de cohérence base de données / bilans fournis par les OPCO et vérification des données de bilan qualitatif	Titulaire du marché	4 semaines à compter de la réception des bilans	UO1 – Phase 2
Sélection des échantillons par le titulaire du marché selon les indications de la DGEFP	Titulaire du marché	3 jours à compter de la réception des bilans	UO1 – Phase 3
Dépôt par les OPCO sur la plate-forme du titulaire du marché des pièces justificatives relatives aux actions de formation sélectionnées, des documents justificatifs concernant l'éligibilité et la prise en charge	OPCO	Estimatif de 2 semaines après transmission des échantillons aux OPCO  (3 semaines pour Akto et Uniformation)	UO1 – Phase 3
Réalisation des contrôles sur pièces et des vérifications des processus d'éligibilité et des prises en charge,	Titulaire du marché	4 semaines après transmission des justificatifs	UO1 – Phase 3

établissement des rapports provisoires			
Réalisation du rapport de contrôle de service fait final par OPCO, comprenant l'ensemble des échanges préalables nécessaires avec les OPCO et la DGEFP et à la suite de la phase contradictoire	Titulaire du marché	1 semaine après la remise des rapports provisoires	UO1 – Phase 4
Réalisation du rapport de synthèse des CSF, comprenant l'ensemble des échanges préalables nécessaires avec la DGEFP et du tableau de synthèse	Titulaire du marché	1 semaine après remise des rapports finaux de CSF par OPCO	UO2 – Phase 4

**Article 6 : Annexes – à titre indicatif – non contractuel**

- Annexe 1 : structure de la base de données des actions engagées et réalisées produite par chaque OPCO
- Annexe 2 : trame du bilan à produire par OPCO
- Annexe 3 : trame du rapport de CSF transversal attendu
- Annexe 4 : trame de la base de données attendue synthèse PIC IAE depuis 2018